

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 22/10/2.4

SEANCE DU 31 OCTOBRE 2022

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX ET LE TRENTE ET UN OCTOBRE à 18 HEURES

| NOMBRE DE CONSEILLERS | | | |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33 | 22 | 9 | 2 |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Michel OLLAGNIER, (représenté par M. le Maire)
Carine GINZAC, (représentée par Christine DEL NERO)
Didier MARTINA-FIESCHI, (représenté par Michel THUILLIER)
Thierry AKSOUL, (représenté par Dominique RIGHI)
Valérie MASSENET, (représentée par Laetitia QUILICI)
Katell LE BLEIZ, (représentée par Guy PHILIPPEAUX)
Hélène CAREN, (représentée par Brigitte CREVET)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Nadine ALESSI)
Ombeline LOMPRES, (représentée par Delphine GROSSO)

ABSENTS :

Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO.

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

| | | |
|-------------------------------|----------------------|------------------------------------|
| <u>VOTE :</u> | | |
| <u>UNANIMITE</u> : OUI | <u>POUR</u> : | <u>CONTRE(S)</u> : |
| <u>ABSTENTION(S)</u> : | | <u>BLANC(S) et NUL(S)</u> : |

OBJET : Acquisition d'un immeuble sis au 15 rue République (parcelle CN 375)

Madame Christine DEL NERO, 1^{ère} adjointe au Maire informe le conseil municipal qu'une déclaration d'intention d'aliéner un bien, situé au 15 rue de la République, a été déposée en Mairie le 22 avril dernier.

Il s'agissait de la vente d'un immeuble composé, au rez-de-chaussée d'un local commercial de 62,14 m² donnant sur une courette et de 4 appartements, distribués par demi-niveaux, d'une superficie comprise entre 24m² et 50m². Le prix de cession indiqué était de 280 000 €.

Après avoir visité le bien, la Commune a fait part au vendeur de sa volonté d'acquérir cet immeuble. En effet, d'une part le local commercial, particulièrement bien situé, présente une superficie et une configuration intéressantes et d'autre part, la réalisation d'une opération de logements sociaux en centre-ville apparaît comme une opportunité à ne pas négliger.

La Direction Départementale des Finances Publiques, le Pôle d'évaluation domaniale a estimé le 3 juin 2022, que « le prix de cession indiqué dans la DIA semble donc être un prix de marché ».

Toutefois, au regard de l'état général du bien et, plus particulièrement, de la toiture, la Ville a estimé que le prix fixé dans le DIA était surévalué. Il a donc été proposé au vendeur une préemption au prix de 260 000 €.

Le propriétaire, Monsieur Stéphane Coti n'a pas répondu dans le délai de deux mois, à compter de la notification de l'arrêté de préemption. Il était donc réputé avoir renoncé à cette aliénation.

Or, par lettre recommandée du 16 septembre 2022, Monsieur Stéphane Coti nous a informé accepter la proposition de la Ville. Cet accord intervient donc en dehors de la procédure de préemption et s'analyse comme une procédure d'acquisition amiable.

Au regard de l'intérêt de cette opération, il est donc proposé au Conseil d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à cette acquisition au prix proposé de 260 000 €, hors frais de notaire.

L'ASSEMBLEE,

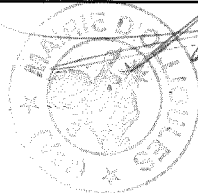
Vu le Code Général des Collectivités Locales,

VU l'avis de La Direction Départementale des Finances Publiques, le Pôle d'évaluation domaniale,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à l'acquisition du bâtiment situé 15 rue de la République, propriété de Monsieur Stéphane Coti, au prix de 260 000 € (deux cent soixante mille euros).
2. DIT que les frais de notaire seront à la charge de la Ville.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de cette acquisition.
4. DIT que la dépense sera inscrite sur le budget de l'année considérée, fonction, chapitre et article nécessaires.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Envoyé en préfecture le 04/11/2022

Reçu en préfecture le 04/11/2022

Affiché le

ID : 083-218300903-20221031-D2022_10_2_4-DE



Envoyé en préfecture le 04/11/2022

Reçu en préfecture le 04/11/2022

Affiché le

ID : 083-218300903-20221031-D2022_10_2_4-DE